

# CENTRAFRIQUE



## Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français et sango

Superficie : 622 980 km<sup>2</sup>

Population : 4,9 millions d'habitants

Densité : 7,9 habitants/km<sup>2</sup>

Taux de croissance démographique : 1,9 %

Part de la population urbaine : 42,6 %

## Économie

Notation de la dette souveraine : nd

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2021 : 188<sup>e</sup>/191

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2020) : 2,6

Taux de change effectif réel (moyenne 2017-2021, base 100 en 2010) : 129,9 (98,8 pour la CEMAC)

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu  
Risque de surendettement : élevé

PIB par habitant (2021) : 525,2 dollars US

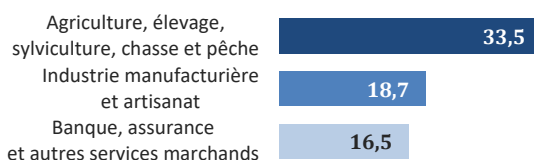
Taux de croissance (2021) : 1,1 %

Inflation (2021) : 4,3 %

PIB (2021) : 1 383,9 milliards XAF /  
2,5 milliards de dollars US

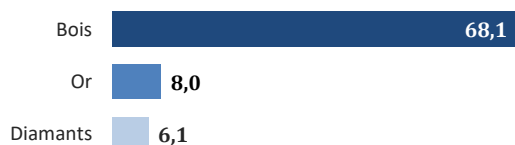
### Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2017-2021)



### Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2017-2021)



## Développement humain et infrastructures



**53,9 ans**

Espérance de vie



**66,3 %**

Population sous le seuil de pauvreté



**37,2 %**

Accès à l'eau potable



**10,3 %**

Mortalité infantile



**56,2**

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



**15,5 %**

Accès à l'électricité



**40 %**

Malnutrition infantile



**37,4 %**

Alphabétisation des adultes



**34,3**

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



**106/191**

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



**13,7 %**

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



**63,3 %**

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

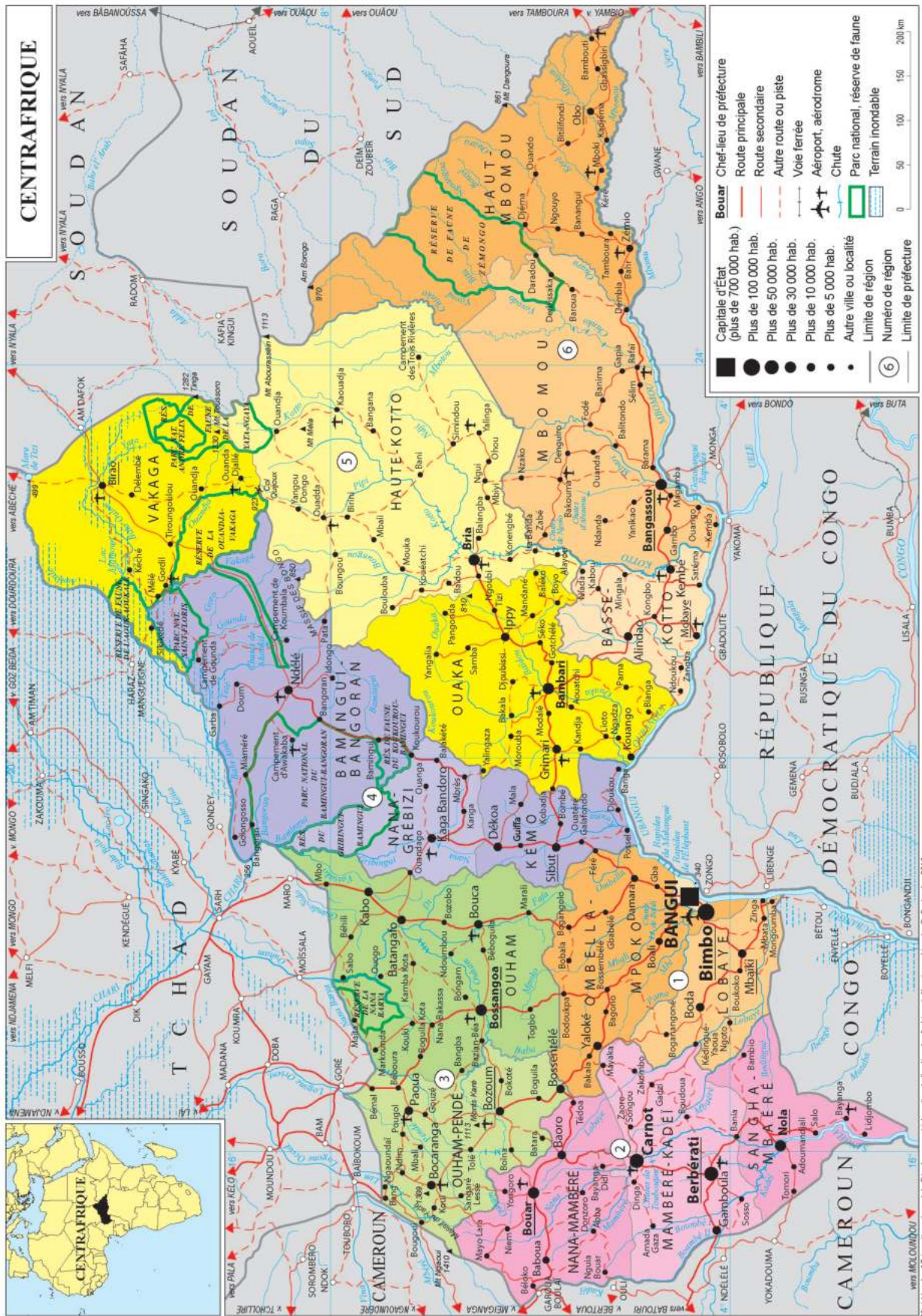
## AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

*Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).*

*Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2022 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).*

*Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).*

*Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.*





## Faits saillants

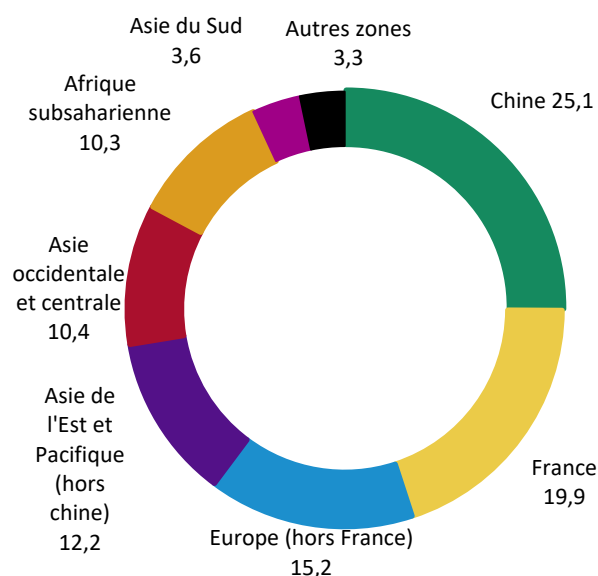
- **La vulnérabilité de la Centrafrique aux chocs extérieurs et aux tensions sécuritaires continue d'affecter la croissance économique, qui demeure faible : 1,1 % en 2021 et 0,8 % prévu pour 2022.** Intégralement tirée par le secteur primaire (bois, industries extractives, agriculture), la croissance pâtit de la consolidation budgétaire, des retombées de la crise sanitaire et de la persistance des troubles dans plusieurs régions du pays. Les tensions sécuritaires et le renchérissement des importations dans le contexte de guerre russo-ukrainienne alimentent l'inflation, qui s'établirait à 4,1 % en 2022, après 4,3 % pour l'année précédente.
- **Le programme de référence conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) en 2021 a expiré en septembre 2022, sans que sa deuxième revue ait pu être validée.** Ce programme – sans financement – permettait aux autorités centrafricaines de bénéficier de l'appui technique du FMI pour la conduite de réformes structurelles. En dépit de réels progrès enregistrés, le gouvernement n'avait pas été en mesure d'obtenir des assurances de financement suffisantes de la part de ses partenaires internationaux, ni de mettre la loi centrafricaine sur les crypto-actifs en conformité avec la Convention de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC) – deux conditions posées par le FMI.
- **Le rétablissement de la sécurité sur l'ensemble du territoire demeure le principal défi des autorités centrafricaines.** Parmi les autres enjeux de politiques publiques figurent notamment le développement des infrastructures ainsi que la nécessité de renforcer la gouvernance, la transparence et la lutte contre la criminalité financière et la corruption.
- **Le mandat du président Faustin-Archange Touadéra, réélu en décembre 2020, expire en 2025.** Le président Touadéra a initié, en décembre 2022, un processus de révision constitutionnelle qui pourrait éventuellement lui permettre de briguer un troisième mandat. Les élections locales – les premières depuis 1988 – pourraient se tenir à l'été 2023, mais leur organisation demeure incertaine en raison de la crise sécuritaire et de la situation des finances publiques.

## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Centrafrique, pays parmi les plus pauvres du monde, a été sévèrement touchée par la situation d'insécurité prévalant depuis 2013. La Centrafrique est classée par l'Organisation des Nations unies (ONU) parmi les pays les moins avancés (PMA) et, par la Banque mondiale, parmi les pays fragiles et en situation de conflit. Le PIB a crû de 2,6 % en moyenne entre 2017 et 2021, et aurait crû davantage sans le ralentissement de l'économie à partir de 2020, lié à la crise de la Covid-19 et à un regain de tensions sécuritaires.

### Destinations des exportations de la Centrafrique (2016-2020)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.

## Principales productions et prix d'achat aux producteurs de la Centrafrique

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Bois</b>					
Production de grumes et sciages (en milliers de m <sup>3</sup> )	561,0	631,6	614,8	644,8	576,5
Exportations de grumes, sciages et dérivés (en milliers de m <sup>3</sup> )	317,2	370,5	318,7	331,7	265,6
Prix à l'exportation des grumes (milliers de francs CFA par m <sup>3</sup> )	165,7	160,9	171,9	172,3	161,6
<b>Diamants bruts</b>					
Exportations (en milliers de carats)	59,8	80,3	25,3	50,4	103,6
Prix à l'exportation (en milliers de francs CFA par carat)	88,0	62,3	138,0	79,8	61,7
<b>Café</b>					
Exportations (en milliers de tonnes)	1,0	2,5	2,0	1,0	0,3
Prix à l'exportation (en francs CFA par kg)	714,2	725,2	693,5	664,8	857,0
<b>Coton fibre</b> (en milliers de tonnes)	0,7	1,2	0,4	1,0	1,0
<b>Manioc</b> (en milliers de tonnes)	<b>563,2</b>	<b>744,6</b>	<b>774,4</b>	<b>799,6</b>	<b>832,4</b>
<b>Maïs</b> (en milliers de tonnes)	<b>147,7</b>	<b>99,5</b>	<b>103,5</b>	<b>107,3</b>	<b>111,4</b>
<b>Arachide</b> (en milliers de tonnes)	<b>143,0</b>	<b>122,1</b>	<b>126,9</b>	<b>132,0</b>	<b>136,2</b>
<b>Bétail</b> (cheptel en milliers de tête)	<b>29 111,0</b>	<b>31 961,0</b>	<b>39 556,3</b>	<b>40 526,6</b>	<b>41 618,2</b>

Sources : BEAC et administrations nationales.

Le revenu par habitant n'a, pour sa part, progressé que de 0,5 % par an en moyenne sur la période et demeurerait, en 2021, sensiblement inférieur à son niveau de 2012 (525,2 dollars US, contre 566,2 dollars US selon le FMI <sup>1</sup>).

**Le secteur primaire continue de fournir une part très importante du PIB (34,2 % en moyenne sur la période 2017 et 2021).** Les activités agricoles ont ainsi représenté 17,2 % du PIB en moyenne sur la période, principalement portées par les cultures vivrières et plus secondairement par les cultures de rente (café, coton). L'exploitation forestière, si elle ne contribue que de façon marginale au PIB (2,7 % sur la période), fournit en revanche au pays son principal produit à l'export : le bois a ainsi constitué, entre 2017 et 2021, 68,1 % des exportations. En raison de l'insécurité persistante, les abondantes ressources minières ne sont quant à elles que faiblement exploitées par l'économie formelle : elles n'ont participé sur la période que pour 0,7 % du PIB et 14,1 % des exportations (or et diamant – ce dernier faisant l'objet d'un embargo partiel dans le cadre du Processus de Kimberley). Le secteur secondaire, emmené essentiellement par l'industrie manufacturière, a contribué pour 21,1 % au PIB mais peine à se développer. Enfin, le secteur tertiaire représente près de la moitié du produit intérieur (44,7 % sur la période), stimulé par le relatif dynamisme des services marchands (banques, assurances et commerce notamment).

**Le pays enregistre l'un des niveaux de développement humain les plus bas du monde.** Il se classe ainsi, dans le dernier *Rapport de développement humain* du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au 188<sup>e</sup> rang sur 191 – en progression de deux places par rapport à 2015. La durée moyenne de scolarisation n'y est que de 4,3 ans et l'espérance de vie à la naissance (53,9 ans) y est parmi les plus faibles du monde. Plus de la moitié de la population (55,8 %) vit dans une situation de sévère pauvreté, selon l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) du PNUD, et 62,8 % se trouve en situation d'insécurité alimentaire grave, selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO – *Food and Agriculture Organization*).

**La position extérieure est particulièrement vulnérable, en raison du déficit structurel du compte courant.** Ce dernier (– 9,3 % du PIB en moyenne entre 2017 et 2021) pâtit notamment de la fragilité de la balance commerciale, structurellement déficitaire : la Centrafrique exporte des matières premières et dépend étroitement des importations pour la satisfaction de ses besoins alimentaires et énergétiques. L'excédent du compte de capital et celui du compte financier – malgré la faiblesse des investissements directs étrangers – soutiennent le solde global de la balance des paiements, à l'équilibre toutefois précaire (– 0,9 % du PIB sur la période).

<sup>1</sup> Fonds monétaire international, *World economic outlook database*, octobre 2022.

**L'inflation est globalement modérée grâce à l'ancrage crédible du franc CFA sur l'euro, mais reste sujette à des poussées périodiques du fait de l'insécurité.** L'action des groupes armés perturbe en effet les circuits d'approvisionnement, notamment lorsqu'elle entrave la circulation sur l'axe Douala-Bangui, cordon ombilical du commerce centrafricain. Dans ces conditions, la Centrafrique connaît structurellement le niveau d'inflation le plus élevé de la CEMAC : le niveau général des prix a crû annuellement de 2,9 % en moyenne entre 2017 et 2021, avec un pic de 4,2 % en 2017, soit 1,2 point de pourcentage (pp) au-dessus de la norme communautaire qui s'établit à 3 % du PIB.

**Le secteur bancaire centrafricain est de taille modeste, mais connaît un développement relativement dynamique.** Il est le moins étendu de la CEMAC par sa taille de bilan (353,6 milliards de francs CFA à fin décembre 2021, soit 25,5 % du PIB, contre 31,6 % de moyenne en CEMAC). Ce secteur est concentré autour de quatre établissements de crédit, tous filiales de groupes africains : BPMC (filiale du groupe marocain Banque populaire), BSIC RCA, BGFIBank et Ecobank RCA. L'activité se développe fortement : les bilans bancaires et les portefeuilles de crédit ont ainsi crû respectivement de 8,6 % et 8,1 % en moyenne par an entre 2017 et 2021. La qualité des portefeuilles de crédit demeure cependant un point de vigilance, même si le taux de créance en souffrance brut a particulièrement baissé, de 25,3 % à 14,1 % entre fin 2017 et fin 2021 (en partie à la faveur des mesures transitoires prises par la Commission bancaire de l'Afrique centrale, Cobac – cf. *infra*). Le pays compte également onze établissements de microfinance, pour un encours de crédits bruts de 8,1 milliards de francs CFA à fin 2021.

## CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

**Dans un contexte sécuritaire et international incertain, la croissance centrafricaine demeure faible : 1,1 % en 2021, puis 0,8 % en 2022.** Cette croissance reste essentiellement tirée par le secteur primaire (1,5 pp en 2021 et 2,5 pp en 2022), en particulier par les industries extractives et l'agriculture, à la faveur d'une amélioration relative de la situation sécuritaire. Elle pâtit en revanche d'une contribution négative des administrations publiques (–0,8 pp en 2021, puis

## Activité économique et inflation en Centrafrique

(en %)

	2019	2020	2021	2022
<b>Variation annuelle du PIB</b>	<b>2,8</b>	<b>0,6</b>	<b>1,1</b>	<b>0,8</b>
<b>Inflation</b> (en moyenne annuelle)	<b>2,8</b>	<b>1,6</b>	<b>4,3</b>	<b>4,1</b>

Note : Prévisions pour 2022.

Source : BEAC

– 2,0 pp en 2022), affectée par le tarissement des appuis budgétaires extérieurs et la consolidation en décollant.

**L'inflation connaît un regain et a dépassé le plafond communautaire en 2021 et 2022, s'établissant respectivement à 4,3 % et 4,1 % en moyenne annuelle.** Malgré les mesures modératrices adoptées par les autorités<sup>2</sup>, l'inflation a été portée par le blocage du corridor Douala-Bangui au premier semestre 2021, ainsi que par la hausse des cours internationaux de certaines denrées alimentaires et des hydrocarbures, dans le contexte de la reprise mondiale post-Covid et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Par ailleurs, faute de moyens budgétaires suffisants, les services statistiques nationaux n'ont pas été en mesure au cours de l'année 2022 de procéder au relevé de la progression des prix. Les prévisions d'inflation pour 2022 sont donc à prendre avec précaution. Plus encore, l'inflation pourrait repartir à la hausse en 2023, en raison de la réduction des subventions sur le carburant en janvier 2023.

**La raréfaction des transferts courants a considérablement fragilisé la position extérieure en 2021 et en 2022.** Le compte courant a certes pu bénéficier sur la période d'une atténuation du déficit commercial à –198,2 milliards de francs CFA en 2022 et de l'embellie du solde des revenus (47,4 milliards). Il a toutefois été affecté par le creusement des soldes de la balance des services (–66,3 milliards) et des transferts courants (80,5 milliards en 2022, en recul de 36,7 % par rapport à 2020 dans un contexte de non-décassement des appuis budgétaires extérieurs, cf. *infra*). Dans ces conditions, le déficit courant s'est alourdi de 6,9 % du PIB en 2020 à 10,0 % en 2021, avant de revenir à 9,5 % en 2022. Le recul des investissements étrangers nets a fortement pénalisé le compte financier en 2021, faisant passer la position extérieure globale du pays en territoire négatif (–4,7 % à fin 2021, contre 0,4 % en 2020).

<sup>2</sup> Subventionnement du prix du carburant à la pompe et encadrement des prix des produits de première nécessité.

Le redressement partiel du compte financier (à - 5,1 milliards en 2022) et la poursuite de l'amélioration du compte de capital (101,6 milliards en 2022) ont toutefois permis d'atténuer ce déséquilibre et ramener le solde global de la balance des paiements à - 2,8 % du PIB en 2022.

**Le non-décaissement des appuis budgétaires extérieurs a fragilisé les finances publiques centrafricaines, qui en sont étroitement dépendantes.** L'amélioration relative de la situation sécuritaire a soutenu la hausse des recettes budgétaires, tant fiscales que non fiscales : elles ont ainsi progressé de 118,3 milliards de francs CFA en 2020 à 129,5 milliards en 2022. L'espace budgétaire est cependant très contraint par le faible niveau de mobilisation des ressources intérieures : les recettes fiscales n'ont ainsi représenté que 7,1 % du PIB en 2022. L'équilibre budgétaire dépend donc largement du volume des appuis budgétaires. Or, ces derniers sont en recul très sensible sur la période (de 131,9 milliards de francs CFA en 2020 à 83,7 milliards en 2022), l'Union européenne et la Banque mondiale conditionnant notamment leur versement à un effort de transparence des autorités centrafricaines sur les dépenses de sécurité. L'effort de consolidation budgétaire a limité le creusement du déficit : le solde global (base engagements, dons compris) est ainsi passé de - 2,5 % du PIB en 2020 à - 6,9 % en 2021. La poursuite de cet effort devrait ramener ce solde à - 1,6 % du PIB en 2022, les dépenses budgétaires passant de 283,1 milliards en 2020 à, conformément aux premières estimations, 236,2 milliards en 2022. Selon la mission dépechée par le FMI en décembre 2022 pour les consultations au titre de l'article IV, la loi de finances pour 2023 prévoit une stabilisation budgétaire et le relèvement des prix du carburant à la pompe.

**Selon la dernière analyse du FMI (décembre 2020), la dette publique centrafricaine apparaît soutenable mais présente un risque élevé de défaut.** D'après les estimations de la BEAC, le poids de la dette ressortirait à 34,9 % à fin 2021 et 31,7 % à fin 2022. Le FMI, quant à lui, projetait respectivement 47,6 % et 46,3 % dans sa première revue du programme de référence (avril 2022). L'appréciation du risque souverain par les investisseurs de la CEMAC est orientée à la hausse, dans un

contexte d'incertitudes économiques et sécuritaires. En effet, selon la BEAC, le rendement moyen des obligations du Trésor assimilables (OTA) émises par la Centrafrique entre octobre 2021 et octobre 2022 est ressorti à 10,97 % (+ 3,86 pp par rapport à 2020-2021), soit le rendement le plus élevé de la sous-région.

**Le programme de référence conclu avec le FMI en décembre 2021 a expiré en septembre 2022.** Ce programme (sans financement) visait à accompagner les réformes structurelles, afin de catalyser le soutien des bailleurs de fonds internationaux et poser éventuellement les bases d'un nouveau programme sous facilité élargie de crédit<sup>3</sup>. Sa performance a d'abord été satisfaisante, la première revue étant validée en avril 2022. En revanche, la seconde revue n'a pu l'être car les autorités centrafricaines n'ont pas été en mesure de satisfaire aux conditions posées par le FMI, à savoir i) réviser la loi sur les cryptoactifs (cf. *infra*) pour la mettre en conformité avec la Convention de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC), et ii) obtenir des assurances de financement suffisantes de la part des partenaires internationaux. Par conséquent, après un délai additionnel de trois mois accordé aux autorités, le programme a expiré. Les autorités centrafricaines ont, par ailleurs, utilisé entre 2021 et 2022 la totalité des droits de tirage spéciaux (DTS) accordés en août 2021 dans le cadre de l'allocation générale décidée par le FMI (84,8 milliards de francs CFA pour la Centrafrique).

**Le secteur bancaire a nettement rebondi en 2021, son total de bilan croissant de 9,2 % pour s'établir à 353,6 milliards de francs CFA.** Cette hausse a été portée, à l'actif, par les prêts à la clientèle : le portefeuille de crédit a progressé globalement de 23 % au cours de l'année. De plus, la qualité de ce portefeuille s'est sensiblement améliorée en 2021. Le taux de créances en souffrance brut a reculé, de 17,5 % à 14,1 %, sous l'effet conjoint de l'effet modérateur des mesures d'assouplissement prudentiel prises en 2020 par la Cobac face à la crise Covid<sup>4</sup>, de la baisse du volume des créances en souffrance (- 1,0 %) et de l'octroi du crédit. Le niveau des créances en souffrance repartirait toutefois à la hausse en 2022 (+ 4 % entre septembre 2021 et septembre 2022). Dans ce contexte, la Place a accru ses

<sup>3</sup> Le précédent programme, conclu en décembre 2019, a expiré en juillet 2022. Il s'était traduit par le décaissement de 35,8 millions de DTS en faveur de la Centrafrique (sur les 83,6 millions de DTS prévus au total par le programme).

<sup>4</sup> Adoptées en juillet 2020, elles autorisaient notamment les établissements de crédit à allonger les délais de déclassement des créances en souffrance. Elles ont expiré au 30 juin 2022 (Cf. Rapport annuel des Coopération monétaires Afrique-France 2021, page 127).

profits en 2021, en réalisant un bénéfice net de 3,6 milliards de francs CFA (après 0,4 milliard en 2020). Cette embellie est notamment alimentée par le rebond des marges sur opérations avec la clientèle, ainsi que par la forte progression du produit des portefeuilles titres. Ceux-ci sont composés notamment de titres d'État, investissement rentable, qui occupent une place croissante dans le modèle économique des banques de la CMEAC<sup>5</sup>. La situation prudentielle du secteur demeure solide, avec un ratio de couverture des risques par les fonds propres de 21 %. Une banque de la Place sur les quatre dispose toutefois de fonds propres insuffisants pour couvrir les exigences de couverture du risque de crédit.

## ENJEUX ET DÉFIS

**Le rétablissement de la situation sécuritaire et de la paix civile demeure le principal défi des autorités centrafricaines.** Quatre ans après la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR-RCA, février 2019), les affrontements persistent entre forces gouvernementales et groupes rebelles, malgré le cessez-le-feu déclaré unilatéralement par le président Touadéra en octobre 2021 et le « Dialogue républicain » mené – en l'absence de l'opposition et des groupes armés – en mars 2022. La Coalition des patriotes pour le changement (CPC), mouvement créé fin 2020 par la fusion de six milices rebelles, a échoué à marcher sur Bangui en janvier 2021 mais reste particulièrement active dans le nord et l'ouest du pays. La société militaire privée russe Wagner et des instructeurs militaires russes appuient les forces armées nationales depuis le printemps 2018. Si leur action a aidé ces dernières à circonscrire la progression des groupes armés, leurs nombreuses exactions contre les civils participent à l'insécurité du pays<sup>6</sup>. Dans ce contexte de troubles persistants, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés estime le nombre de réfugiés et de déplacés internes à plus d'1,2 million en janvier 2023<sup>7</sup>.

En 2022, la Centrafrique était classée en neuvième position sur la liste des pays les moins paisibles au monde et quatrième pour ceux de l'Afrique subsaharienne, selon l'indice mondial de la paix de l'Institut pour l'économie et la paix (*Global Peace Index*, Institute for Economics and Peace).

**Le manque d'infrastructures est un frein notable au développement.** Le pays était classé en 2021 au 45<sup>e</sup> rang sur 54 d'après l'indice de développement des infrastructures en Afrique (*African Infrastructure Development Index – AIDI*) de la Banque africaine de développement (BAfD). Cet indice composite mesure le développement des infrastructures électriques, de transport, de communication, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. L'accès aux services de base est particulièrement faible : en 2020, seuls 15,5 % des Centrafricains avaient accès à l'électricité et le pays comptait 34,3 abonnements de téléphonie mobile pour 100 habitants – la moyenne de l'Afrique subsaharienne s'établissant respectivement à 48,2 % et 82,0 abonnements pour 100 habitants. Le réseau ferroviaire est inexistant et le réseau routier très peu développé : 24 000 kilomètres de routes, dont 700 seulement bitumés, en 2018<sup>8</sup> – une carence d'autant plus regrettable eu égard à l'enclavement du pays.

**L'amélioration de la gouvernance et la lutte contre la corruption et la criminalité financière sont des enjeux majeurs pour l'amélioration du climat des affaires.** Dans le cadre du programme de référence conclu avec le FMI, un nouveau projet de loi anti-corruption a été présenté à l'Assemblée nationale en février 2022 – conforme aux standards internationaux. Il prévoit notamment des peines de prison et des amendes pour les faits de corruption. L'exploitation irrégulière des matières premières (exploitation sans permis ou déclaration frauduleuse minimisant la production réelle) est également un défi pour les autorités, dans un pays où, selon le groupe d'experts de l'ONU, plus de 95 % de l'or extrait fait l'objet d'un commerce illégal. La révision, en cours, du Code minier pourrait contribuer à renforcer le cadre légal. Le groupe d'experts de l'ONU recommandait toutefois dans son rapport de juin 2021 que

<sup>5</sup> Cf. [Rapport annuel des Coopérations monétaires Afrique-France 2021](#), page 126.

<sup>6</sup> Ces exactions sont bien documentées, par des ONG telles qu'*Armed conflict location & event data project* (Aclod ; [Rapport sur Les opérations du groupe Wagner en Afrique](#), août 2022) ainsi que par le groupe d'experts des Nations

unies sur la Centrafrique ([Rapport final du groupe d'experts sur la République centrafricaine](#), reconduit dans son mandat par la résolution 2536 (2020) du Conseil de sécurité, juin 2021).

<sup>7</sup> Respectivement 738 733 réfugiés et demandeurs d'asile et 515 665 déplacés internes (<http://data2.unhcr.org/fr/situations/car>, consulté le 13 février 2023).

<sup>8</sup> Source : CIA, [The World Factbook](#), consulté le 14 février 2023.



les autorités prennent des mesures effectives d'enquête et de sanction contre les actes de fraude ou de trafic illégal. Plusieurs entreprises liées aux intérêts d'Evgueni Prigojine, propriétaire du groupe Wagner ciblé par plusieurs sanctions internationales, bénéficient par ailleurs de concessions d'exploitation en Centrafrique (exploitation forestière pour l'entreprise Bois Rouge<sup>9</sup>, extraction d'or et de diamants pour Lobaye Invest<sup>10</sup> et d'or pour Midas Ressources<sup>11</sup>).

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

**Quatre des onze « grands projets intégrateurs » de la CEMAC, lancés en 2020 dans le cadre du volet « infrastructures » du programme économique et régional (PER), visent à pallier le manque d'infrastructures de la Centrafrique.** C'est le cas notamment du port sec de Beloko, censé faciliter et permettre de mieux maîtriser le transit des marchandises d'import/export sur le corridor Douala-Bangui. Un autre de ces projets concerne l'aménagement routier du corridor Brazzaville-Bangui-Ndjamena. La première phase a démarré en avril 2022, après l'octroi par la Banque de développement de l'Afrique centrale (BDEAC) d'un prêt de 100 milliards de francs CFA au Congo pour le financement des travaux sur le tronçon Ouesso-Bangui, ainsi que la validation d'un financement global de 167 milliards de francs CFA par la BAfD. À terme, il pourrait réduire l'enclavement de la Centrafrique en lui ouvrant un nouveau débouché sur l'océan Atlantique, par le port de Pointe-Noire (Congo). Le projet d'aménagement hydroélectrique de Chollet (Cameroun-Congo) pourrait quant à lui avoir un effet bénéfique pour la couverture des besoins en énergie de la Centrafrique : l'un des volets du projet prévoit ainsi l'établissement de lignes électriques vers le pays. Enfin, la Centrafrique est impliquée dans le projet visant à l'interconnexion du Cameroun et des autres pays de la CEMAC par la fibre optique. Lancés en 2019, les travaux ont été finalisés en janvier 2023, aboutissant à l'installation de 935 kilomètres de câble et de 11 sites de relais, à Bangui et dans des villes du Nord-Ouest du pays.

**Le projet d'actif virtuel national « Sango », lancé en juillet 2022, n'a pour l'heure pas abouti en raison tant de contraintes réglementaires au niveau de la CEMAC que d'un modèle économique incertain.** Au mois

d'avril 2022, les autorités centrafricaines ont promulgué une loi autorisant les cryptoactifs en Centrafrique et donnant cours légal au bitcoin. Cette dernière disposition entrant en contradiction avec celles de la Convention de l'UMAC, une nouvelle loi a été adoptée en mars 2023 : parmi ses principales dispositions, elle ne donne plus cours légal et pouvoir libérateur aux crypto-actifs, ni ne garantit leur convertibilité automatique en Franc CFA. La BEAC est en cours de développement d'un cadre réglementaire communautaire pour les actifs virtuels. En juillet 2022, le président Touadéra a présenté le projet Sango, visant officiellement à soutenir le développement du pays par i) la mise en place d'un environnement réglementaire favorable aux cryptoactifs (tokenisation des ressources naturelles, exonérations fiscales, création d'un *crypto hub* et d'une *crypto island*), et ii) le lancement d'un actif virtuel national, le *Sango Coin*. La Cour constitutionnelle a toutefois censuré au mois d'août 2022 une partie des dispositions du projet (notamment celles relatives à la mise en vente de la nationalité centrafricaine et de la e-résidence, ainsi que la tokenisation et la mise en vente des ressources naturelles). Le lancement du *Sango Coin* n'a en outre attiré qu'un nombre limité d'investisseurs : seuls 17 millions de jetons environ (pour une valeur d'1,7 million de dollars US) ont été souscrits lors de la première émission, sur les 210 millions offerts à la vente<sup>12</sup>. Eu égard au contexte sectoriel difficile (« hiver crypto » au niveau mondial), l'inscription du *Sango Coin* sur les plateformes d'échange a été reportée à 2023.

<sup>9</sup> RTS, Quand les mercenaires russes de Wagner déboisent la forêt centrafricaine, 27 juillet 2022.

<sup>10</sup> Département du Trésor américain, Treasury increases pressure on Russian financier, 23 septembre 2020.

<sup>11</sup> Jeune Afrique, Comment Wagner se finance : enquête sur l'eldorado d'Evgueni Prigojine en Centrafrique et au Cameroun, 12 janvier 2023.

<sup>12</sup> Source : site officiel de l'initiative, <https://sango.org>.

## ANNEXE

### Centrafrique – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2018	2019	2020	2021
<b>Ressources</b>	<b>1 813,2</b>	<b>1 940,8</b>	<b>1 828,0</b>	<b>1 875,8</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>1 233,6</b>	<b>1 316,2</b>	<b>1 333,0</b>	<b>1 383,9</b>
<b>Importations de biens et services</b>	<b>579,6</b>	<b>624,7</b>	<b>495,0</b>	<b>491,9</b>
Biens	380,2	359,0	291,0	267,0
Services	199,3	265,7	204,0	225,0
<b>Emplois</b>	<b>1 813,2</b>	<b>1 940,8</b>	<b>1 828,0</b>	<b>1 875,8</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>1 260,7</b>	<b>1 349,6</b>	<b>1 219,6</b>	<b>1 235,9</b>
Publique	175,2	203,8	225,6	264,8
Privée	1 085,5	1 145,8	994,0	971,1
<b>Formation brute de capital fixe <sup>a)</sup></b>	<b>319,5</b>	<b>295,4</b>	<b>363,7</b>	<b>405,6</b>
Publique	242,3	217,7	284,8	322,8
Privée	66,3	77,8	78,9	82,8
Variations de stocks	10,9	0,0	0,0	0,0
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>233,0</b>	<b>295,8</b>	<b>244,7</b>	<b>234,4</b>
Biens	104,1	86,9	77,1	74,5
Services	128,9	208,9	167,6	159,8
Épargne intérieure brute	- 27,1	- 33,4	113,4	148,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 346,6	- 328,9	- 250,3	- 257,6
<b>Revenus des facteurs</b>	<b>45,1</b>	<b>40,6</b>	<b>31,0</b>	<b>47,8</b>
Épargne intérieure nette	18,1	7,2	144,3	195,8
<b>Taux d'investissement (en % du PIB)</b>	<b>25,9</b>	<b>22,4</b>	<b>27,3</b>	<b>29,3</b>
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	3,8	2,8	0,6	1,1
Déflateur du PIB	- 1,2	3,8	0,7	2,7
Prix à la consommation, en moyenne	1,7	2,8	1,6	4,3

## Centrafrique – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
<b>Recettes et dons</b>	<b>210,6</b>	<b>244,8</b>	<b>250,2</b>	<b>194,7</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>112,4</b>	<b>116,1</b>	<b>118,3</b>	<b>125,1</b>
<i>dont recettes non fiscales</i>	<i>10,2</i>	<i>12,0</i>	<i>22,1</i>	<i>26,1</i>
<b>Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM)</b>	<b>98,2</b>	<b>128,7</b>	<b>131,9</b>	<b>69,6</b>
<b>Dépenses totales et prêts nets</b>	<b>205,9</b>	<b>225,9</b>	<b>283,1</b>	<b>290,0</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>129,7</b>	<b>150,9</b>	<b>179,9</b>	<b>182,4</b>
Salaires	61,3	65,1	72,3	80,2
Intérêts	5,1	4,7	4,3	4,8
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>2,5</i>	<i>2,7</i>	<i>2,6</i>	<i>3,7</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>2,6</i>	<i>2,0</i>	<i>1,7</i>	<i>1,2</i>
Autres dépenses courantes	63,3	81,1	103,2	97,4
<b>Dépenses en capital</b>	<b>76,2</b>	<b>75,1</b>	<b>103,3</b>	<b>107,6</b>
Dépenses budgétaires	9,8	17,1	31,0	29,2
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	66,4	58,0	72,3	78,4
<b>Dépenses de restructuration</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde primaire (hors dons) <sup>a)</sup></b>	<b>- 24,5</b>	<b>- 49,8</b>	<b>- 90,8</b>	<b>- 85,4</b>
<b>Solde base engagements (dons compris) <sup>b)</sup></b>	<b>4,7</b>	<b>18,9</b>	<b>- 32,9</b>	<b>- 95,3</b>
<b>Arriérés</b>	<b>- 29,7</b>	<b>- 28,5</b>	<b>- 18,3</b>	<b>- 12,0</b>
Arriérés intérieurs	- 29,7	- 28,5	- 18,3	- 12,0
Arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde base caisse <sup>c)</sup></b>	<b>- 25,0</b>	<b>- 9,6</b>	<b>- 51,2</b>	<b>- 107,3</b>
<b>Financement</b>	<b>25,0</b>	<b>9,6</b>	<b>51,2</b>	<b>107,3</b>
<b>Financement intérieur</b>	<b>24,9</b>	<b>5,0</b>	<b>38,5</b>	<b>98,7</b>
Bancaire	17,2	35,0	56,7	82,0
Non bancaire	7,7	- 30,0	- 18,1	16,7
<b>Financement extérieur</b>	<b>0,1</b>	<b>4,6</b>	<b>12,7</b>	<b>8,6</b>
Tirages sur emprunts	5,8	10,3	11,3	8,8
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 5,7	- 5,7	- 5,4	- 5,6
Réaménagement de la dette extérieure	0,0	0,0	6,8	5,4
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>En pourcentage du PIB</b>				
Recettes totales (hors dons)	9,1	8,8	8,9	9,0
Dépenses courantes	10,5	11,5	13,5	13,2
Solde base engagements (dons compris) <sup>b)</sup>	0,4	1,4	- 2,5	- 6,9
Dette publique	48,1	41,7	38,6	34,9

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

## Centrafrique – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
<b>a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)</b>	<b>- 143,2</b>	<b>- 89,2</b>	<b>- 92,1</b>	<b>- 138,5</b>
<b>1 - Biens et services</b>	<b>- 322,8</b>	<b>- 328,9</b>	<b>- 250,3</b>	<b>- 257,6</b>
<b>Balance des biens</b>	<b>- 235,8</b>	<b>- 272,0</b>	<b>- 213,9</b>	<b>- 192,4</b>
Exportations de biens FOB	77,8	86,9	77,1	74,5
<i>dont : bois</i>	60,9	55,1	57,5	44,2
<i>or</i>	2,3	6,1	6,8	14,7
<i>diamants</i>	5,0	3,5	4,0	6,4
<i>coton</i>	1,0	0,3	0,6	0,9
<i>café</i>	1,8	1,4	0,7	0,3
Importations de biens CAF	- 406,1	- 453,8	- 321,6	- 336,7
Importations de biens FOB	- 313,7	- 359,0	- 291,0	- 267,0
<i>dont : produits pétroliers</i>	- 63,8	- 76,0	- 63,3	- 58,2
<i>programmes d'investissements publics</i>	- 21,5	- 18,2	- 24,2	- 30,4
<i>billets BEAC</i>	- 14,9	- 15,8	- 16,1	- 13,9
<b>Balance des services</b>	<b>- 87,0</b>	<b>- 56,8</b>	<b>- 36,4</b>	<b>- 65,2</b>
<i>dont fret et assurances</i>	- 90,8	- 93,6	- 30,6	- 67,2
<b>2 - Revenus primaires</b>	<b>45,1</b>	<b>40,6</b>	<b>31,0</b>	<b>47,8</b>
<i>dont intérêts sur la dette</i>	- 3,1	- 2,4	- 2,2	- 1,6
<b>3 - Revenus secondaires</b>	<b>134,4</b>	<b>199,0</b>	<b>127,2</b>	<b>71,3</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>45,1</b>	<b>103,5</b>	<b>90,5</b>	<b>22,3</b>
<i>dont aides budgétaires</i>	37,6	80,2	70,1	0,0
<b>Autres secteurs</b>	<b>89,4</b>	<b>95,5</b>	<b>36,7</b>	<b>49,0</b>
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	2,1	2,4	1,4	1,3
<b>b - Compte de capital</b>	<b>50,3</b>	<b>61,5</b>	<b>84,8</b>	<b>91,3</b>
<b>c - Compte financier</b>	<b>89,7</b>	<b>32,0</b>	<b>3,3</b>	<b>- 5,4</b>
Investissements directs	5,4	- 8,2	- 4,9	- 15,5
Investissements de portefeuille	- 0,8	- 0,9	- 2,9	- 3,0
Autres investissements	85,1	41,1	11,1	13,1
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>6,8</b>	<b>5,4</b>
<b>d - Erreurs et omissions nettes</b>	<b>- 18,7</b>	<b>- 19,1</b>	<b>9,1</b>	<b>- 13,1</b>
<b>e - Solde global (a + b - c + d)</b>	<b>- 21,9</b>	<b>- 14,8</b>	<b>5,0</b>	<b>- 65,7</b>
<b>Solde courant (en % du PIB)</b>	<b>- 11,6</b>	<b>- 6,8</b>	<b>- 6,9</b>	<b>- 10,0</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>- 1,8</b>	<b>- 1,1</b>	<b>0,4</b>	<b>- 4,7</b>

Source : BEAC.



### Centrafrique – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
Court terme	88	89	94	106
Moyen terme	57	51	58	68
Long terme	11	15	11	11
<b>Total</b>	<b>156</b>	<b>154</b>	<b>163</b>	<b>186</b>

Source : BEAC.

### Centrafrique – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2019	2020	2021	Passif	2019	2020	2021
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>43</b>	<b>Capitaux permanents</b>	<b>61</b>	<b>57</b>	<b>67</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>142</b>	<b>147</b>	<b>187</b>	<i>dont fonds propres</i>	<i>46</i>	<i>43</i>	<i>48</i>
<i>dont créances nettes en souffrance</i>	<i>7</i>	<i>6</i>	<i>5</i>	<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>219</b>	<b>236</b>	<b>263</b>
<b>Opérations de trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>95</b>	<b>115</b>	<b>113</b>	<b>Opérations diverses</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>8</b>
<b>Autres postes de l'actif</b> (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>Opérations de trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>9</b>	<b>22</b>	<b>16</b>
<b>Total</b>	<b>296</b>	<b>324</b>	<b>354</b>		<b>296</b>	<b>324</b>	<b>354</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale..

### Centrafrique – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
<b>Coefficient net d'exploitation</b> (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	<b>73,7</b>	<b>39,7</b>	<b>69,8</b>
<b>Coefficient de rentabilité</b> (résultat net / fonds propres)	<b>7,1</b>	<b>0,8</b>	<b>5,4</b>
<b>Taux de marge nette</b> (résultat net / produit net bancaire)	<b>19,5</b>	<b>1,9</b>	<b>12,9</b>
<b>Taux brut de créances en souffrance</b> (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	<b>15,8</b>	<b>17,5</b>	<b>14,1</b>
<b>Taux net de créances en souffrance</b> (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	<b>4,9</b>	<b>4,0</b>	<b>2,9</b>
<b>Taux de provisionnement</b> (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	<b>72,4</b>	<b>80,4</b>	<b>82,0</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Centrafrique – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2019	2020	2021
<b>1. Produits bancaires</b>	<b>52</b>	<b>26</b>	<b>31</b>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	0	0	0
Produits sur opérations avec la clientèle	13	14	16
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Produits sur opérations diverses	36	11	11
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	2	2	5
<b>2. Charges bancaires</b>	<b>29</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	0	0	0
Charges sur opérations avec la clientèle	2	2	2
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Charges sur opérations diverses	27	0	1
Charges sur ressources permanentes	0	0	0
<b>3. Produit net bancaire (1 - 2)</b>	<b>22</b>	<b>23</b>	<b>28</b>
4. Produits accessoires nets	0	-7	0
<b>5. Produit global d'exploitation (3 + 4)</b>	<b>22</b>	<b>16</b>	<b>28</b>
6. Frais généraux	14	15	18
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	2	-6	2
<b>8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>9</b>
9. Provisions nettes sur risques	-3	5	3
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	-5	-0	-1
<b>11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>4</b>
12. Résultat exceptionnel net	1	-0	-1
13. Résultat sur exercices antérieurs	-0	0	-0
14. Impôts sur les bénéfices	0	1	0
<b>15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>4</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

### Centrafrique – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
<b>Ratio de couverture des risques</b> (solvabilité)	<b>30,3</b>	<b>23,9</b>	<b>21,0</b>
<b>Rapport de liquidité</b>	<b>165,8</b>	<b>199,3</b>	<b>162,2</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

### Centrafrique – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2021
Représentation du capital minimum ( $\geq 10$ mds FCFA)	50
Capitaux propres ( $\geq 6\%$ )	100
Fonds propres de base ( $\geq 7,5\%$ )	100
Couverture des risques ( $\geq 9,5\%$ )	100
Limite globale de la norme de division des risques (8 fois les fonds propres)	100
Limite individuelle de la norme de division des risques (45 % des fonds propres)	50
Couverture des immobilisations ( $\geq 100\%$ )	100
Rapport de liquidité ( $\geq 100\%$ )	50
Coefficient de transformation ( $\geq 50\%$ )	100
Engagements aux apparentés ( $\geq 15\%$ des fonds propres)	50
Adéquation des fonds propres	100

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.